

NOUVELLE LOI SUR LA PROTECTION DES CONSOMMATEURS

L'UGCAA émet des réserves sur certains articles

Reçus hier par le président de l'Assemblée populaire nationale, M. Abdelaziz Ziari, les représentants de l'Union générale des commerçants et artisans algériens ont émis des réserves quant à certains articles de la loi relative à la protection des consommateurs.

F-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le débat initié hier, à l'APN, a concerné en premier lieu la protection des consommateurs mais aussi la situation du commerce en Algérie. Les représentants de l'Union générale des commerçants et, à leur tête, le secrétaire général de l'UGCAA, ont fait un état des lieux du marché algérien, qu'ils ont qualifié d'anarchique. Le principal point soulevé a été la loi 90-03 relative à la protection des

consommateurs adoptée le mois de mars dernier. Selon M. Salah Souilah, certains articles ne sont pas dans l'intérêt des commerçants, même s'ils sont censés protéger les consommateurs.

Selon le secrétaire général de l'UGCAA, les commerçants, dans le cadre des nouveaux textes, sont ni plus ni moins traités de «criminels négligeants». Certains articles, de l'avis même de l'intervenant, évoquent la prison à vie pour certains délits qui seraient commis par les commerçants.

«A titre d'exemple, si une erreur sur la balance est enregistrée suite à un contrôle, un P-V d'infraction est établi et le commerçant concerné traduit en justice. Il encourt une amende de 50 millions de centimes voire même une peine de prison. Ceci sachant que les balances disponibles sur le marché ne sont souvent pas fiables car issues de la contrefaçon généralement», témoigne M. Souilah précisant en outre que le marché est inondé de produits contrefaits.

Ainsi, et bien que les balances acquises soient neuves en théorie, elles ne sont pas fiables, explique le secrétaire général de l'UGCAA.

Il évoquera aussi le manque de régulation du marché, qui peut nuire



Photo : Samir Sid

Les commerçants exigent un assainissement du marché.

aux intérêts des consommateurs par le biais de la distribution de marchandises périmées, notamment. «Nous demandons d'abord une meilleure organisation du marché et cela se réalisera une fois que les espaces publics seront assainis des vendeurs à la sauvette», souligne M. Souilah, qui citera la situation récurrente du pain vendu à même le sol et les pro-

duits périssables exposés au soleil. Ces produits, expliquent les représentants de l'UGCAA, sont quand même achetés par le consommateur. Ce dernier est appelé à plus de vigilance. «Une fois que le commerce en Algérie sera stable, les commerçants accepteront certains articles de la loi qui, actuellement, ne sont pas en corrélation avec la réalité du terrain.

Qu'il y ait d'abord un assainissement de la situation», déclare M. Souilah.

A cet effet, et à la fin de la rencontre avec le président de l'APN, ce dernier a demandé l'élaboration d'un rapport détaillé qui sera réalisé par l'UGCAA sur la lecture de la nouvelle loi et les réserves émises par les commerçants.

F-Z. B.

LE LIVRE À L'HEURE DE LA NUMÉRISATION

Le papier et le numérique doivent se développer en parallèle

L'avenir du livre à l'heure de la numérisation a été le thème d'une rencontre-débat organisée hier au forum du quotidien El-Moudjahid. Pour Abdelkrim Terrar, professeur à l'Institut de bibliothéconomie de l'Université d'Alger, «le livre classique sur papier n'a pas perdu de son aura depuis son apparition il y a plus de 15 siècles».

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Aujourd'hui encore, le livre en papier demeure indispensable. Mais pour mieux profiter des avantages qu'offrent les nouvelles technologies, «il ne faut pas refuser la numérisation». Bien au contraire, «la numérisation des livres permet de gagner en temps et en place», estime Abdelkrim Terrar, en défendant l'idée que «le livre classique et le livre numérisé sont deux choses qui doivent être développées ensemble».

Chaque procédé a des avantages mais aussi des inconvénients dans la mesure où l'accès aux livres numérisés exige des équipements pas souvent disponibles. Un écueil au développement de la numérisation auquel

s'ajoutent celui du «coût de la numérisation et la disponibilité des moyens matériels nécessaires aux lecteurs pour l'exploitation des documents», a ajouté Abdelkrim Terrar.

Mais de l'avis de Athmane Abdellouche, docteur en informatique, «nous sommes condamnés à développer le livre numérique».

Selon lui, la bibliothèque à l'ancienne est devenue «caduque» dès lors que «l'on peut aujourd'hui transporter une bibliothèque dans une simple clef USB». Et pour pallier la problématique de la disponibilité des moyens d'exploitation, «il faudrait mettre à la disposition du public des moyens (micro-ordinateurs) au niveau des écoles et des centres cul-

turels», a préconisé Athmane Abdellouche.

Il convient de noter que l'Algérie a entamé depuis quelques années un programme de numérisation des ouvrages contenus dans les bibliothèques nationales. Et rien que pour la bibliothèque universitaire d'Alger, pas moins de 500 000 ouvrages ont été numérisés.

Numérisation des programmes scolaires : l'Eepad en précurseur

L'Eepad compte lancer, dès la rentrée prochaine, la numérisation des programmes scolaires de la deuxième année secondaire dans le cadre de son programme de téléenseignement Tarbiatic, a indiqué Mohand Ibarissen, chargé du programme de e-learning au niveau de l'opérateur privé.

Le représentant de l'Eepad a affirmé que l'opération intervient dans le prolongement de la numérisation des programmes de la quatrième année

moyenne et des classes de terminale, lancée il y a quatre ans. 300 cours et 3 000 exercices corrigés ont été, ainsi, numérisés, permettant à 20 000 élèves de préparer les examens sanctionnant les deux cycles, BEM et baccalauréat, grâce à l'Internet, a encore précisé Mohand Ibarissen.

Ces programmes scolaires numérisés sont développés par une équipe d'ingénieurs universitaires travaillant en étroite collaboration avec des enseignants et des pédagogues pour offrir un contenu interactif, au moyen d'outils adaptés, a ajouté le cadre de l'Eepad.

Les programmes sont accessibles via Internet, moyennant un abonnement de 500 DA par matière et par an. Sont inclus dans ces frais les cours, les exercices et les corrigés d'exercices ainsi que le contact par téléphone ou par courriel avec l'enseignant.

L. M.

JARDINAGE SCOLAIRE

Les petits «princes» à la main verte

Les élèves des clubs verts scolaires ont été, hier, récompensés par le Conservatoire national des formations à l'environnement. Des attestations de succès et des prix du concours «Prince végétal» ont été remis aux élèves qui ont pris cette tâche à cœur.

Salima A. - Alger (Le Soir) - Souvent auteurs «inconscients» d'atteintes à l'environnement, les enfants apprennent à travers les établissements écologiques à préserver les espaces verts.

D'après M. Khiddine Mohamed, directeur du Conservatoire national des formations à l'environnement, ce concours, la première expérience du genre, est organisé après une année de travail afin d'évaluer les actions de

ces clubs verts et voir comment améliorer leur performance. Il dira que les clubs verts en milieu scolaire constituent une démarche de sensibilisation en direction de la population scolaire.

Primaire, moyen et secondaire, ils sont tous concernés à travers leur impact sur la qualité de l'environnement. «Il est nécessaire d'agir dès maintenant d'une manière soutenue pour inculquer aux élèves, notam-

ment ceux du cycle primaire, la culture environnementale et les sensibiliser sur la prévention de l'environnement», a indiqué le directeur.

Ce dernier a précisé que ce concours est une démarche compétitive écologique, autour de l'activité du jardinage scolaire, entre les clubs verts, avec comme objectif principal, l'appropriation de la culture environnementale dans le but de motiver les jeunes à prendre soin de l'environnement.

Selon les éducatrices des clubs verts, les enfants prennent à cœur leur tâche de jardinage. Différentes plantes et légumes ont été plantés et

suivis par ces derniers. Un jumelage entre établissements écologiques algériens et européens est même envisageable pour un échange d'expériences.

Les clubs verts au niveau des écoles entrent dans le cadre de la concrétisation de la convention signée en 2002 entre les ministères de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire et l'Éducation nationale pour le renforcement de l'éducation à l'environnement dans le cursus scolaire et la création d'activités complémentaires dans les établissements scolaires.

S. A.

SUPPRESSION DU TRONC COMMUN À L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

Les enseignants scandalisés

Les enseignants du département tronc commun de l'Ecole polytechnique ne savent plus à quel saint se vouer. La nouvelle de la suppression du tronc commun au niveau de l'école les a plongés dans le désarroi.

Ils ont, en effet, appris que la tutelle projetait, dans le cadre de la mise en place des classes préparatoires, de déplacer le tronc commun vers le lycée Emir-Abdelkader.

Une décision prise à l'insu de l'équipe pédagogique qui a, pourtant, travaillé sur ce projet en pensant que les deux systèmes allaient cohabiter. Mis devant le fait accompli, les enseignants qui ont mis en place le programme au terme de plusieurs mois de travail se sentent floués.

N'envisageant pas de prendre part à ce qu'ils qualifient d'aventure, ils ont frappé à toutes les portes pour attirer l'attention des décideurs sur les risques d'une telle décision.

Ils ont saisi le ministre de l'Enseignement supérieur et la présidence de la République pour expliquer pourquoi ils s'opposaient fermement à cette option. Ils considèrent, en effet, que la formation au niveau de l'Ecole polytechnique est «compacte» et ne peut, ainsi, être fragmentée. L'équipe chargée de la dispenser a acquis, au fil de plus de 25 ans, une solide et précieuse expérience. Un capital expérience irremplaçable. Les professeurs avertissent que si un tel projet aboutissait, c'est la qualité de l'enseignement qui en pâtirait inéluctablement.

Ce que proposent ces derniers, c'est de tester, dans un premier temps, ce nouveau dispositif en ne prenant au niveau des écoles préparatoires qu'une centaine de bacheliers et en laissant les autres au niveau de l'Ecole polytechnique pour, disent-ils, maintenir non seulement un savoir-faire inégalable mais également une tradition qui a nécessité des années de dur labeur.

Un acquis que les enseignants appellent à préserver.

N. I.